

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 7 juin 1995

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LES ÉLECTIONS EN ONTARIO

M. Benoît Serré (Timiskaming—French River, Lib.): Monsieur le Président, demain, les Ontariens éliront un nouveau gouvernement.

Mike Harris et son équipe courtisent les tenants de l'extrême droite en promettant de réduire de façon irréaliste les taxes et les dépenses. J'exhorte le chef conservateur à dire la vérité aux Ontariens et à leur préciser les répercussions que ces compressions budgétaires auront sur les programmes d'éducation, les soins de santé et les services sociaux.

J'appuie inconditionnellement Lyn McLeod et son excellente équipe de candidats. Je suis convaincu que, si les Ontariens s'attardent aux questions d'ordre provincial et découvrent la vraie nature de Mike Harris, qui n'est qu'un autre Mulroney, ils éliront un gouvernement libéral majoritaire.

Mike Harris réduira le programme d'éducation et créera un régime de soins de santé à deux niveaux. Il veut rétablir la vieille tradition des années 50 où le gouvernement dépouillait les pauvres pour donner aux riches.

Pour faire face aux réalités du XXI^e siècle, élisons un gouvernement responsable sur le plan financier. . .

Le Président: Le député d'Anjou—Rivière—des—Prairies.

* * *

[Français]

LE MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

M. Roger Pomerleau (Anjou—Rivière—des—Prairies, BQ): Monsieur le Président, le Bloc québécois tient à décerner son prix du ministre le plus malhabile du gouvernement au ministre du Patrimoine.

Après son rôle obscur dans l'affaire Ginn Publishing, après avoir tenté d'influencer le CRTC dans une affaire de permis de diffusion, après avoir sabré les budgets de Radio-Canada tout en refusant de l'admettre, après avoir laissé le CRTC être bafoué dans l'affaire de Power DirecTV, après sa visite pour le moins

inoportune à Los Angeles dans l'affaire Seagram, le ministre en rajoute.

Faut-il s'étonner que le ministre ait accepté de présider un dîner à 2 000 \$ le couvert organisé par une firme de lobbyistes? Faut-il se surprendre que cette firme ait elle-même reçu trois contrats du bureau du ministre?

À la lumière de ces révélations, une question vient à l'esprit: Pourquoi le premier ministre protège-t-il ce ministre qui fait s'écrouler à lui seul la façade de respectabilité que s'était péniblement donnée ce gouvernement en matière d'éthique?

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley, Réf.): Monsieur le Président, les barricades érigées par les autochtones sur la Douglas Lake Ranch Road sont finalement tombées, non pas parce que la GRC a appliqué la loi et enlevé ce barrage routier illégal, mais plutôt parce que les accusations portées contre quatre membres de la bande de Nicola, accusés de pêche illégale, auraient été abandonnées. Le refus de la GRC de faire respecter la loi aura coûté au Douglas Lake Ranch environ 200 000 dollars. Qui paiera cette facture?

Le chef de la bande a bien averti que si les choses ne progressaient pas à la satisfaction de ses membres, d'autres barricades seraient dressées. À cause de l'intervention de la GRC, la Colombie-Britannique sera probablement parsemée de barricades cet été.

Tous les incidents survenus à Douglas Lake prouvent bien que le gouvernement préconise un système de justice à deux niveaux. L'égalité, et surtout l'égalité devant la loi, sont des choses du passé.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Nelson Riis (Kamloops, NPD): Monsieur le Président, au nom des députés, je félicite le surintendant de la GRC, Len Olfert, et les autres membres de la force policière pour la façon exemplaire avec laquelle ils ont exécuté, comme ils se devaient de le faire, l'ordonnance du tribunal visant la levée du barrage routier érigé par la bande indienne d'Upper Nicola.

La barricade a été enlevée de manière pacifique et sûre. La compréhension, la reconnaissance et la sensibilité culturelles dont la GRC a fait preuve ont permis d'entretenir une voie de communication entre les membres de la force policière et les chefs des premières nations mêlés à ce grave conflit.